



# Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°657 du Mercredi 17 août 2022 - 16<sup>ème</sup> année - Prix: 250 FCFA



## L'ENVOLÉE DU PRIX DU GAZ CONTRE LA POLITIQUE DE REBOISEMENT

# Pourquoi la subvention s'arrête

#3



## L'imprévu au-delà du prévu ?

### CONSOMMATION

EFFETS COLLATÉRAUX DE L'AUGMENTATION DU PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS :

**Tendance haussière pour le prix du teck et autres bois par circonférence** #6



La situation devenait de plus en plus difficile dans la filière bois au Togo après les trois augmentations successives des prix des produits pétroliers. Pour trouver une solution médiane permettant à la filière de survivre et continuer par satisfaire la population, le Collectif des Unités de Transformation et d'exploitation du Bois (CUTEB) a tenu le 10 Août 2022 à Davié dans la préfecture du Zoo une Assemblée générale extraordinaire.

### TAXES ET IMPÔTS

**L'OTR réussit à mobiliser plus de 62% des recettes annuelles au 1<sup>er</sup> semestre 2022**

#5



Tous mes services au bout du doigt ?

**Clic, Appli TMoney !**

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money  
Avancer. Pour vous. Pour tous.



Disponible sur Google Play

Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.



LE CARNET

Six enseignants rétablis dans la fonction publique

Gilbert Bawara, ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social à travers un arrêté ministériel a rappelé six (6) des enseignants exclus de la fonction publique il y a quelques mois.

Selon l'arrêté du ministre, les six (6) enseignants en question sont rappelés dans la fonction publique et sont remis à la disposition du ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et l'artisanat dirigé par Dodji Komlan Kokoroko.

Il s'agit :

Efabi Alfa, n° mle 083462-Y, professeur des collèges d'enseignement général de 2 classe 1er échelon,

Yao Mawuwodo, n° mle 093891-D, professeur des collèges d'enseignement général de 3° classe 3° échelon

Niyosu Yao Mensa Egbelo, n° mle 083883-D, instituteur de 2e classe 4e échelon,

Djékéré Katega, n° mle 096303-H, instituteur de 2e classe 2e échelon,

Kpata Maena, n° mle 096096-A, instituteur de 2e classe 2e échelon,

Kodjovi Mawuko nyonato, n° mle 074907-D, instituteur de 1ère classe 3 échelon.

Ces enseignants avaient été exclus suite au bras de fer qu'il y avait eu entre le gouvernement et le Syndicat des enseignants du Togo (SET), ce qui a conduit à leur radiation de la fonction publique du Togo. Le ministre Gilbert Bawara leur reprochait des « manquements graves aux lois et règlements en vigueur et aux normes d'éthique et de déontologie régissant les fonctionnaires.

» Il faut noter que la décision du ministre Gilbert Bawara a pris immédiatement effet depuis le début de la semaine. 26 autres enseignants eux, étaient reversés à la fonction enseignante, alors que 112 autres perdaient définitivement leurs places dans ce secteur de l'enseignement. Pis, ils ont été révoqués de la fonction publique, pour « manquements graves aux lois, règlements et aux normes d'éthique et de déontologie régissant les fonctionnaires ». Notamment des actes d'incivisme notoire, d'incitation à la violence, à la désobéissance et à la révolte ainsi que des agissements à eux imputables ayant entraîné des perturbations et troubles en milieu scolaire et dans certaines localités.

Outre ces fonctionnaires licenciés, 26 autres professeurs de collèges d'enseignement général sont « temporairement exclus de leur fonction pour une durée de trois mois sans traitement pour manquements professionnels ».

Notons que ces décisions font suite à la série de mots d'ordre de grève lancés par le Syndicat des enseignants du Togo (SET) et observés par certains enseignants, alors que cette organisation syndicale est « illégale » selon le gouvernement, car ne disposant d'aucun fondement juridique.

CAMPAGNE DE PRÉVENTION DU PALUDISME  
195 000 enfants ciblés dans les Savanes

Le paludisme est un véritable problème de santé publique. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la maladie tue plus de 400 000 personnes chaque année dans le monde. Au Togo, elle est la première cause d'hospitalisation et de mortalité. Pour venir à bout de ce mal, le gouvernement s'appuie sur des campagnes de prévention du paludisme saisonnier.

Dénommée la « chimio prévention » du paludisme saisonnier, la campagne va permettre de vacciner les enfants de 03 à 59 mois. Elle a démarré dans les régions des Savanes, Kara et centrale. Environ 195 000 enfants seront couverts dans la région des Savanes seule.

Autres mesures de lutte contre le paludisme

L'une des plus phares adoptées par le Togo est la campagne de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée. Elle est régulièrement organisée sur le territoire. La dernière s'est déroulée en 2020 avec la distribution de 6,5 millions de moustiquaires imprégnées.

En outre, le gouvernement a décidé de rendre gratuits depuis mai 2019 les tests de diagnostic

rapide du paludisme et le traitement des cas graves par injection d'artésunate et d'artéméther dans les centres de santé publics. Cette décision a été prise en marge de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le paludisme qui couvre la période 2017-2022.

Fruits des mesures prises

L'incidence du paludisme au Togo a diminué de plus de 25% entre 2015 et 2018, selon le Rapport mondial sur le paludisme publié en 2019. Quant à la mortalité, elle a diminué de 8% sur la même période. Ce rapport a également indiqué que la mortalité spéci-

fique liée au paludisme est passée de 0,3% en 2011 à 0,12% en 2018.

Des efforts reconnus à l'international

Les actions réalisées par le Togo dans la lutte contre la maladie lui ont permis d'être récompensé en 2019 par l'Alliance pour la prévention du paludisme. Cette distinction est le fruit du succès de la campagne de distribution de moustiquaires imprégnées organisée en 2017. La poursuite des efforts permettra à coup sûr au Togo de vaincre cette maladie.

L.R.

CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE AU TOGO :  
Un manuel bientôt disponible

Malgré les nombreuses lois en vigueur en ce qui concerne le numérique, le cyberspace togolais reste marqué par un incivisme en hausse. Cette situation ne laisse pas indifférente la Division de la Formation Civique, DFC. Cette dernière sous l'égide du Ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République, a procédé à la validation d'un manuel sur la citoyenneté numérique. C'était à Tsevié, ce jeudi 11 août 2022, à l'hôtel Mélissa.

Au cours de cette rencontre, le manuel sur la citoyenneté numérique a été présenté et soumis à l'appréciation des différents participants. Il est structuré en trois grandes parties. La première est consacrée aux concepts fondamentaux en éducation à la citoyenneté numérique. La seconde partie elle, éclaire sur l'environnement du numérique au Togo. La dernière partie quant à elle, est dédiée à quelques conseils pratiques.

Une prise de conscience effective sur la citoyenneté numérique

rique

La citoyenneté numérique est la participation active et responsable du citoyen à tous les niveaux de la vie de sa communauté à travers le numérique. Selon Talim Anathère, Directeur de la formation civique, la mise à disposition de ce manuel sur la citoyenneté numérique est une nécessité de l'heure. Car il va contribuer à l'avènement d'un nouveau type de citoyen respectueux des valeurs républicaines.

« Nous sommes partis du constat que le cyberspace aujourd'hui est en proie à des dérives no-

tamment des arnaques, la prolifération des fake news, les escroqueries... Alors pour cadrer ces comportements-là, il y a eu beaucoup d'initiatives. Ce sont ces initiatives-là qui nous obligent à apporter ce qu'on appelle une éducation à la citoyenneté numérique à notre population », a expliqué le directeur de la formation civique.

Pour Bandekine Yendoubè, Secrétaire General de la préfecture de ZIO, il est important de conscientiser la population à l'utilisation responsable des services numériques. Ceci en vue d'en faire un véritable outil de développement. « C'est un grand pas de plus qui vient d'être franchi », a-t-il laissé entendre. En conséquence, le manuel sur la citoyenneté numérique mérite d'être largement vulgarisé.

Favoriser le bien-être numérique

Pour aider les usagers à faire une utilisation positive du numérique, une vulgarisation multidimensionnelle du manuel est prévue.

Tout sera fait pour que le message atteigne toutes les couches sociales, ont précisé les initiateurs. Par ailleurs, plusieurs conseils ont été donnés dans le dit manuel. Ils permettront assurément de limiter énormément les inconvénients liés au numérique.

« Avant toute transaction en ligne, assurez-vous que l'URL commence par (https), le (s) signifie que le protocole de transfert hypertexte est sécurisé et authentifie le site web », peut-on lire dans la partie conseils pratique dudit document.

« L'atelier a été intéressant vu l'interaction entre les participants et les explications étaient fournies. Il n'y a pas eu d'ambiguïté. On a surtout pu rester dans le temps imparti », s'est réjoui le Lieutenant Kondo Fifi, une participante. Et d'exhorter, « j'invite les concitoyens à plus de responsabilité dans l'utilisation du numérique, en particulier des réseaux sociaux. Les parents quant à eux, en ces temps de vacances doivent avoir un œil plus regardant sur leurs enfants mineurs ».

FNFI : 350 000 citoyens touchés par des crédits dans la région des Savanes

L'allocation de microcrédits et de crédits favorise la création ou l'extension des activités génératrices de revenus. 13 777 nouvelles entreprises ont été créées durant l'année 2021. Ce chiffre en constante augmentation reflète bien une réalité : des crédits adaptés aux besoins des entrepreneurs sont offerts à ceux qui sont éligibles et sérieux.

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) garantit depuis 2014 des crédits aux populations vulnérables longtemps exclues des services bancaires à cause de la taille de leur entreprise et du risque élevé qu'elles ne parviennent pas éventuellement à rembourser.

Plus d'un million de personnes aidées

Depuis sa création en 2014 jusqu'à la date du 1er juillet 2022,

le FNFI compte 1,79 million de bénéficiaires. Le Fonds leur a octroyé environ 102 milliards de francs CFA. Le taux de remboursement des crédits est de l'ordre de 94,5%.

Aujourd'hui, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) compte plus de 338 points de services opérationnels sur le territoire. Le mécanisme collabore avec 22 Prestataires de services financiers (PSF) ; il distribue une dizaine de produits variés aux citoyens né-

cessiteux : Agrisef, Apsef, PS, Pas, Ajsef, Paf, Kiffe, PAIFFV, Nkodédé.

La région des Savanes n'est pas exclue

Là-bas, le FNFI couvrait exactement 353 739 personnes avec ses crédits lorsque le nombre total de bénéficiaires était de 1,6 million de personnes sur le territoire. Maintenant que ce nombre a évolué, celui des Togolais touchés dans la région des Savanes a aussi monté. Jadis dans les autres régions, le FNFI aidait 255 341 citoyens dans la Kara, 141 208 dans la région centrale, 308 282 citoyens dans les Plateaux et 578 097 dans la région maritime.

Nkodédé, plus grand crédit qui

mène au progrès Il a été lancé en 2020 au profit des bénéficiaires en fin de cycle des produits qui veulent passer des activités génératrices de revenus à une entreprise à plus grande échelle. Sont concernées des activités comme l'entrepreneuriat, le commerce, les prestations de services, etc.

La première phase de Nkodédé a permis d'accorder jusqu'à 5 000 000 de francs CFA avec une durée de remboursement de 24 mois. Par la suite, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a élevé le montant maximum accordé à 10 000 000 de francs CFA, pour un taux d'intérêt de 7%, remboursable sur 36 mois, y compris un différé au besoin. De façon positive, tout a changé depuis lors pour des populations qui s'épanouissent loin des difficultés anciennes.

L.R.

L'ENVOLÉE DU PRIX DU GAZ CONTRE LA POLITIQUE DE REBOISEMENT

# Pourquoi la subvention s'arrête

## L'imprévu au-delà du prévu ?

Depuis quelques jours les prix du gaz butane ont flambé sur le marché togolais au grand mécontentement des populations. Face à cette situation, plusieurs Togolais s'interrogent sur les raisons qui justifient cette augmentation, au moment où les togolais font déjà face à la cherté de la vie.

Selon des spécialistes, cette situation est due au fait que le gouvernement ne subventionne plus le prix du gaz butane. Ainsi le prix du gaz est fixé par les opérateurs du secteur, en fonction de leurs coûts d'achat à l'international.

Dans un courrier réponse au Directeur Général d'une société promotrice de cette Énergie, le ministre du Commerce, Kodjo Adedze approuve le prix d'un kilogramme de Gaz à 895 FCFA

« J'accuse réception de votre lettre réponse du 08 août 2022 par laquelle vous me transmettez la version améliorée de la structure de prix du gaz butane de votre société et vous en remercie. Après étude, je porte à votre connaissance que cette version est approuvée au prix plafond de 895 FCFA le kilogramme. » écrit le ministre.

Ainsi, la bouteille de 6 kg passe de 3 200 FCA à 5 370. Pour le contenant de 12 kilogrammes, il passe à 11 190 FCA.

Par ailleurs, le ministre précise que « Cette structure de prix devra être révisée chaque trimestre pour l'adapter à l'évolution des prix sur le marché international. Vous êtes donc invité à soumettre, pour approbation, une nouvelle proposition de structure de prix à fin septembre, pour le compte du quatrième trimestre de 2022.

Le but de ces subventions était de limiter la déforestation.

Le marché du gaz butane est depuis plusieurs années géré par des opérateurs privés comme «Total Energies», «ZENER SA.» et «SANOL SA.». Ainsi, les prix actuels du gaz sur le marché national proviennent desdites structures.

Le gouvernement togolais n'apporte pas de subvention à ces

sociétés privées, comme c'est le cas des produits pétroliers (Super, Gas-oil et pétrole lampant). Il ne veut que faire un suivi régulier des prix du gaz, afin d'éviter l'exagération des marges, et la spéculation des prix des différents acteurs.

Selon des informations, l'approvisionnement du pays en gaz butane est assuré par les opérateurs privés que sont Total Energies, ZENER SA. et SANOL SA, et non par le Gouvernement comme c'est le cas des produits pétroliers (Super, gas oil et pétrole lampant). Le prix du gaz est donc fixé par les opérateurs du secteur en fonction de leurs coûts d'achat. Le gaz est subventionné par l'Etat depuis plus de quinze ans. Le montant des subventions accordées par l'Etat sur le gaz butane de janvier à juillet 2022, se chiffre à plus de 10 444 271 740 de F CFA contre une inscription au budget 2022 de 1 600 000 000 de F CFA. Le but de ces subventions était de limiter la déforestation. Mais force est de constater que cet objectif est loin d'être atteint malgré les efforts du gouvernement. Pour preuve, d'énormes quantités de charbons de bois sont déversées chaque jour dans nos villes ou exposées le long de nos routes. Il paraît plus judicieux d'utiliser les sommes en jeu pour adresser les besoins des couches vulnérables de la population qui s'adonnent à la production du charbon de bois. Les prix actuels sur le marché national proviennent des structures de prix des distributeurs que sont Total Energies, ZENER S.A. et SANOL S.A. Le gouvernement fera un suivi régulier des prix du gaz afin d'éviter l'exagération des marges et la spéculation des prix des différents acteurs.

a-t-il poursuivi, il sera pris dans une spirale. Et d'ajouter que comme le terrorisme, la vie chère est une guerre à laquelle tous les Togolais devraient faire face. « Le président est conscient du poids de sa responsabilité devant toutes les difficultés que nous éprouvons. C'est en le soutenant sans réserve que nous pouvons l'encourager à continuer », a-t-il soutenu.

La question qui s'impose est de savoir si les autres pays de la sous-région ouest africaine ne sont pas dans le même cas que le Togo. Si

carbone (CO2) n'excède pas la capacité naturelle d'absorption par les milieux naturels (forêts, zones humides, sols agricoles...). Il se trouve aussi malheureusement que l'augmentation du prix du gaz va inexorablement accentuer la consommation du charbon de bois comme palliatif. Et qui dit augmentation de la consommation du charbon de bois, dit réduction du couvert végétal, et accélération du réchauffement climatique.

La seconde concerne votre propre projet environnemental. En effet

et la hausse récente des prix des produits pétroliers, de s'adapter aux nouveaux tarifs du gaz. En réalité, cette catégorie de personne, qui constitue la majorité de notre population, s'adapte à toutes les hausses de prix en achetant au détail. Ils n'achètent pas le maïs au sac de 50kg mais au bol, pas le riz au sac de 25kg mais au kilo, il n'achète pas l'essence à la station service mais prennent le boudè. Il se trouve malheureusement que le gaz ne s'achète pas au détail, mais le charbon si. Ces per-



oui, pourquoi continuent-ils de subventionner le gaz butane ?

### Jerry Taama

...Mais aujourd'hui, je m'adresse directement au président de la République car l'heure est grave. Monsieur le président, il faut absolument revenir sur la hausse des prix du gaz. En réalité, ces prix n'ont pas fait qu'augmenter, ils ont presque doublé. La bouteille de 6kg anciennement payée à 3120 F passe à 5400F CFA et la bouteille de 12kg de 6500F est vendue désormais à 11300F CFA, soit une hausse de 74%.

Monsieur le président, il faut reporter cette décision pour trois raisons.

La première concerne les engagements du Togo lors de la Cop 21 en 2015 à Paris, et renouvelés lors des autres conférences, pour limiter le réchauffement planétaire en dessous de 2°C, voire 1.5°C par rapport au niveau préindustriel, à l'horizon 2100. Il se trouve que pour agir contre le réchauffement climatique, il faut rechercher la neutralité carbone en faisant en sorte que le taux de rejet de dioxyde de

le gouvernement s'est engagé depuis une année dans une vaste campagne visant à planter 1 milliard d'arbres sur le territoire sur 10 ans, ceci faisant partie des approches du gouvernement pour « gagner le pari d'un développement durable et profitable aux populations ». Quelle serait l'utilité de planter des arbres, s'ils seront destinés dans quelques années à préparer nos repas, au lieu de capturer le CO2 ?

La troisième raison, qui vient confirmer les deux premières est que nos compatriotes vont majoritairement passer au charbon de bois, non pas parce que le gaz avec ces nouveaux tarifs est moins compétitif. Non, même à ces nouveaux prix, il sera toujours plus avantageux d'utiliser le gaz que le charbon de bois ou le bois, mais là où les revenus intermédiaires et élevés vont s'adapter facilement, les petits revenus n'auront d'autres choix que de se tourner vers la biomasse. Et la raison en est simple. Il sera très difficile à une personne vivant au smig, qui a vu son niveau de vie s'effondrer avec le phénomène de la vie chère

sonnes, qui vivent dans une sorte de tontine permanente, vont donc se jeter sur le charbon de bois en l'achetant au détail à raison de 200 à 500f par jour. A la fin, ça leur reviendra plus cher qu'une bouteille de 6kg de gaz mais nous, nous n'aurons plus de forêts.

Voilà pourquoi monsieur le président, je vous demande de considérer la décision de votre ministre de ce vendredi comme un poisson d'avril et revenir sur les prix antérieurs. Ce n'est plus le politicien qui écrit, mais le patriote, qui voit les conséquences terribles que cette décision risque d'avoir sur notre environnement et sur la précarité de nos populations.

### L'ATC et LCT trouvent « inopportune »

Les 2 principales organisations des consommateurs sont montées au créneau lundi pour se prononcer sur la nouvelle mesure qui plombe définitivement le pouvoir d'achat des Togolais. Face à la presse, l'Association togolaise des consom-

## Les réactions

Sur radio Victoire lundi, Sogoyou Kegewe, un cadre du parti au pouvoir l'Union pour la République (UNIR), a avancé les raisons qui sont, selon lui, à l'origine de l'arrêt de la subvention du gaz butane pour les ménages.

« Le gaz au Togo, contrairement au super sans plomb et autres, est importé par des sociétés privées. Si ces sociétés sont contraintes de revoir les prix à la hausse, qu'on l'accepte ou qu'on refuse et qu'on n'ait plus du gaz ? Le gaz était massivement sub-

ventionné de janvier en août, plus de 10,5 milliards de francs CFA ont été dépensés en subvention alors qu'au budget de l'Etat, il était inscrit 1,6 milliard de francs CFA. L'imprévu va au-delà du prévu », a-t-il déclaré. Si l'Etat continuait cette subvention,

Suite à la page 5



**Encore plus  
proche de VOUS !!!**



**UNE NOUVELLE DIVISION DU  
CADASTRE À TSEVIE-DAVIE  
NON LOIN DU PÉAGE**

pour les dossiers des préfectures  
de **Zio**, de l'**Avé**, de **Yoto**, de  
**Vo** et du **Bas-Mono**

## TAXES ET IMPÔTS :

### L'OTR réussit à mobiliser plus de 62 % des recettes annuelles au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Pour le compte du premier semestre de l'année 2022, l'Office togolais des recettes (OTR) a mobilisé plus de 62 % des recettes annuelles sur le plan national.

C'est ce qui ressort du bilan présenté, jeudi 11 août 2022, par le patron de l'administration fiscale, Philippe Kokou Tchodié.

« Nous avons fait une bonne progression malgré le contexte économique et social de la sous-région et au niveau national dû à une atmosphère tendue. Nous avons réussi à mobiliser entre 62 et 63 % de nos recettes annuelles ce qui représente une bonne progression et qui augure d'une bonne tendance de mobilisation des recettes demandées par le gouvernement », a-t-il indiqué.

Pour M. Tchodié, ces perfor-



mances sont réalisées grâce aux efforts de modernisation des services de l'office et de la sensibilisation des contribuables sur le civisme fiscal.

Il affiche son optimisme quant à

l'atteinte des objectifs fixés par le gouvernement à l'OTR pour l'année 2022, qui est d'accompagner le processus de développement du Togo.

M.B.

## PRÉFECTURE DE MÔ

### L'Association des Femmes OTR offre les certificats de nationalité à 422 élèves

Au Togo, très engagée dans le social aux côtés des personnes vulnérables notamment des enfants depuis sa création, l'Association des Femmes OTR (AF-OTR) a encore fait parler positivement d'elle à l'occasion de la fête des ignames 2022 avec la remise de 422 certificats de nationalité aux enfants de Tindjassi dans la préfecture du Mò, centre nord-ouest du Togo.



En effet, cette action des femmes de l'Office Togolais des Recettes à travers leur association (AF-OTR), s'inscrit dans le prolongement de

leur campagne : « Un élève, une identité » lancée depuis l'année dernière. Réalisée avec le soutien des cadres de la préfecture de Mò, l'AF-OTR a obtenu des certificats

d'origine et des jugements supplémentifs tenant lieu d'acte de naissance qui ont permis d'établir des nationalités à 422 élèves de cette préfecture grenier du Togo conciderée comme le sixième continent du fait de son enclavement. La remise solennelle de ces certificats de nationalité a été faite en marge de la fête des ignames tenue dans cette préfecture. Occasion pour les autorités préfectorales et communales de la localité de témoigner leur sincères gratitude à l'AF-OTR donnatrice pour son geste fort louable qui permettra aux élèves surtout aux nouveaux bacheliers de poursuivre plus facilement leurs études universitaires.

Pour rappel, dans le cadre de cette opération « Un élève, une nationalité », 1200 pièces d'identité ont été déjà établies au profit des enfants démunis sur l'ensemble du pays.

#### SUITE DE LA PAGE 3

mateurs (ATC) et la Ligue des consommateurs du Togo (LCT) ont condamné une augmentation 'inopportune' du prix du gaz butane.

Selon Kokou Gagalo et Emmanuel Sogadji, cette augmentation n'a pas suivi la procédure officielle pratiquée par le gouvernement, en ce qui concerne l'application du prix des produits pétroliers dont le gaz butane.

« En cette période de vie chère, il est regrettable de constater que le gouvernement cautionne la révision à

la hausse d'un produit de grande consommation comme le gaz à près de 50% », écrivent les 2 organisations.

Pour elles, l'impératif aujourd'hui, c'est de rapporter cette décision pour sauver les consommateurs de la précarité et les quelques forêts.

L'ATC et la LCT disent attendre que les ministères en charge du commerce, de l'économie et des finances et de l'environnement et des ressources forestières partagent les peines et les cris des

consommateurs en ces périodes déjà difficiles.

Les 2 organisations ajoutent qu'après avoir fait la comparaison des prix du kg de gaz butane, il ressort que le prix pratiqué au Togo est le plus élevé dans la sous-région ouest africaine. Une situation doublée de la libéralisation du secteur et de la suppression de la subvention sur ledit

A.I.

## Courtes contre la montre

### Plus de 600 000 tonnes de charbon de bois consommées chaque année

Plus de 600 000 tonnes de charbon de bois sont consommées chaque année au Togo. Apprend-on de scienceactu.com. En prenant uniquement la commune de Lomé, le dernier recensement de la population indique que 85% des ménages utilisent le charbon de bois et 9% le gaz butane ; la situation est pire en zone rurale. L'utilisation du Biogel, un biocarburant made in togo demeure essentiel pour contrecarrer ce phénomène qui entraîne une déforestation accrue du Togo. Sa combustion n'émet pas de gaz à effet de serre, et peut réduire de façon significative la demande en charbon de bois, et donc la déforestation ; tout en créant une impulsion économique locale. Selon l'ingénieur Togolais, Egbaré A. Kobiéssama. Promoteur de ce biocarburant, l'initiative de la production du bioéthanol à base des résidus de produits agricoles est à encourager parce que pouvant permettre de relever les défis climatiques et énergétiques en Afrique subsaharienne « à un coût plus réduit, comparativement aux moyens utilisés actuellement ». En effet, d'après les estimations, 10 kg de Biogel peuvent fournir la même quantité d'énergie que 6 kg de gaz butane pour un coût réduit d'environ 50% « L'idée, c'est de fournir une source d'énergie aussi performante que le gaz butane, respectueuse de l'environnement, plus économique et plus accessible, même aux populations rurales », affirme-t-il. Les études menées par l'International Tropical Timber Organization (ITTO) en 2010 montrent que la production du bois de chauffe et du charbon de bois pour les ménages, reste la cause majeure de la déforestation avancée au Togo.

### Le sort de l'Hôtel de la Paix scellé !

Le Togo et principalement la ville de Lomé s'apprentent à assister à ce qu'on pourrait appeler, la fin d'une époque de leur histoire. À l'abandon depuis plus de vingt années, l'hôtel de la Paix, l'un des plus importants ensembles hôteliers de classe internationale de la côte africaine et sans doute le premier de cette qualité au Togo pendant la période post-coloniale, est désormais appelé à disparaître dans les temps à venir, apprend t-on de source proche du gouvernement togolais. Pour des raisons d'ancienneté de ses structures ou encore l'impossibilité de sa privatisation, les autorités togolaises ont jugé bon que le bâtiment soit tout simplement "rasé". Toutes les tentatives pour trouver un repreneur ont échoué, avance le site d'information, Republic Of Togo. Ainsi donc, l'État s'est résolu de construire un nouvel hôtel à la place grâce à un partenariat public-privé. Pour rappel, l'immeuble qui fait maintenant objet de démolition a été inauguré en 1974 et est situé dans une cocoteraie de 10 hectares à quelques mètres de l'Océan Atlantique. Symbole du tourisme de luxe de son époque, Hôtel de la Paix, du haut de ses 7 étages est composé d'environ 216 chambres luxueuses, de restaurants, salons, bar, piscine, discothèque etc...

### Le TIS contre la perception illégale des indemnités

Le ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat ne veut plus de perception illégale d'indemnités dans l'éducation au Togo. Et pour mettre fin à la pratique, Prof Dodzi Komla Kokoroko instruit les responsables de l'éducation à renseigner le Tableau d'Indemnité des Services (TIS) d'ici à mardi 20 septembre 2022. Selon les conclusions du contrôle du personnel, certains agents bien que n'étant pas à leurs postes ni régulièrement nommés perçoivent cependant diverses indemnités. Ainsi, dans le cadre des réformes en cours dans le secteur de l'éducation au Togo, Prof Kokoroko demande au doyen de l'inspection générale de l'éducation, aux directeurs centraux, aux directeurs régionaux de l'éducation, aux chefs d'inspection et chefs d'établissement de renseigner un Tableau d'Indemnité des Services (TIS) pour mettre fin à ces pratiques illégales. Selon le ministre les responsables de l'éducation doivent tout mettre en œuvre pour un TIS bien renseigné et disponible. « L'outil renseigné et les pièces justificatives seront transmis par les directeurs centraux et les directeurs régionaux de l'éducation à la Direction des Ressources Humaines en version papier et version électronique par courriel au drh.mepssa@yahoo.fr au plus tard le 20 septembre 2022 », a-t-il précisé. Par ailleurs, il invite tous les acteurs chacun en ce qui les concerne, à procéder à la vérification nécessaire avant la date échu.

## LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC

Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL

Niema KANGNIGA | +228 91 77 16 31

INFOGRAPHIE

LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE

Rad Graphic Sarl U

2 000 exemplaires



EFFETS COLLATÉRAUX DE L'AUGMENTATION DU PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS

# « Les exploitants et transformateurs de bois » augmentent le prix du teck et autres bois par conférence

La situation devenait de plus en plus difficile dans la filière bois au Togo après les trois augmentations successives des prix des produits pétroliers. Pour trouver une solution médiane permettant à la filière de survivre et continuer par satisfaire la population, le Collectif des Unités de Transformation et d'exploitation du Bois (CUTEB) a tenu le 10 Août 2022 à Davié dans la préfecture du Zoo une Assemblée générale extraordinaire. Ce fut l'occasion pour les membres de revoir les textes du collectif afin de les réadapter à la nouvelle donne.

Ainsi maintenir la dynamique du secteur du bois au Togo c'est l'objectif que s'est fixé le cuteb au cours de cette Assemblée Générale au cours de laquelle les textes de ce secteur ont été révisés pour les adapter à la nouvelle donne de l'augmentation en série des prix des produits pétroliers.

A l'issue des travaux, la satisfaction se lisait sur les visages des exploitants, transformateurs et exportateurs présents à cette AG. Pour le président du CUTEB, M. Charles Anoumou Fonzan, cette Assemblée générale était vitale pour la survie du secteur bois au Togo.

« Sur un consensus de tous, des exploitants, des transformateurs et des exportateurs, nous avons

décidé ensemble pour combler le vide créé par l'augmentation du prix du carburant sur l'augmentation du prix du transport à porter prix du bois, surtout le bois teck du Togo plus élevé », relève le SG. Les augmentations sont allées de 5000, 10000 et 15000 par mètre cube. Les prix qui étaient à 60.000 francs CFA pour les 50-59 sont portés à 70.000 francs CFA. Les circonférences 60-74 qui étaient à 105.000 francs CFA sont portés à 115.000 francs CFA et les fourchettes de 75-99 qui étaient à 165.000 francs CFA ont connu une augmentation de 5000 FCFA et donc vendus 170.000 fcfa. Les bois qui sont dans la catégorie de 100 + qui étaient achetés avant à 190.000 FCFA passent à 205.000 FCFA,



Ce dernier a donc justifié les augmentations des prix par mètre cube décidée lors de cette rencontre, lesquels vont de 5000, 10000, 15000. « La question de l'heure, c'est de permettre à l'exploitant de continuer son activité. C'est également de pouvoir tout faire pour que le secteur d'exploitation du bois puisse continuer par exister. C'est la raison pour laquelle les exploitants, les transformateurs et les exportateurs ont de commun accord revu tous ces prix », expliquait-il à l'issue de l'AG. Les exploitants, transformateurs et exportateurs se disent satis-

faits de ces nouvelles mesures du CUTB qui va permettre au collectif de garder son dynamisme

« Tout le monde est satisfait ainsi que les Indiens qui achètent. Nous savons qu'un chef d'entreprise cherche toujours à maximiser son profit. Mais il y a une exigence actuellement. La question de l'heure c'est de permettre à l'exploitant de poursuivre son activité de faire tout pour que le secteur puisse exister. C'est pourquoi les transformateurs ont mis la main à la pâte pour augmenter le prix », explique un transitaire à l'AG.

Il faut noter que les récentes aug-

mentations des produits pétroliers ont des impacts dans différents domaines et le secteur du bois n'y échappe pas. Le Togolais est aujourd'hui obligé de se serrer la ceinture.

Le CUTEB s'est aujourd'hui inscrit dans la politique du gouvernement qui exhorte les opérateurs économiques dans la transformation du bois et le collectif est dans cette dynamique ce qui a pour conséquence, la création de milliers d'emplois dans le secteur du bois au Togo.

Le CUTEB il faut le rappeler est un secteur pourvoyeur d'emplois aujourd'hui au Togo, notamment après sa mue, passant d'un secteur exportant du bois brut à sa transformation. Cela n'a été possible qu'après que les exploitants du bois se sont appropriés le Plan National de Développement (PND) dans lequel le gouvernement exhorte tous les opérateurs économiques à s'inscrire dans la transformation, expliquait en outre le président du Collectif.

Tata Silvie

## AGOÉ-NYIVÉ 1/MARCHÉ ASSIYÉYÉ : Le projet d'installation des kiosques maintenu : début des travaux mardi 16 août

Le maire de la commune Agoé-nyivé 1, Kovi Adanbounou, tient coûte que coûte à son projet communal autour du marché d'Assiyéyé en dépit des manifestations d'humeur organisées jeudi 11 août 2022 par les commerçants. L'installation des kiosques démarre mardi 16 août à 7 heures.

Selon un communiqué parvenu à notre rédaction, l'exécutif exhorte les occupants des espaces le long du marché susmentionné de « prendre toutes les dispositions convenues pour permettre au prestataire de bien exécuter les travaux dans les délais ».

Malgré un mouvement d'humeur spontané déclenché le 11 août dernier par certains commerçants et revendeurs à la sauvette qui refusaient de comprendre le bien fondé de ce projet d'installation des kiosques pour libérer le boulevard, garantir la sécurité des riverains et visiteurs du marché d'Agoé-Nyivé Assiyéyé et aussi, permettre une libre circulation des véhicules et autres engins à moteur, les travaux d'installation de ces petites boutiques en allu beaucoup plus fonctionnelles, démarrent ce mardi 16 août 2022 aux abords dudit marché.

En effet, les travaux d'installation des kiosques vont commencer le mardi 16 août aux abords du marché d'Agoé-Nyivé Assiyéyé et par conséquent, dans un communiqué, la mairie d'Agoé-Nyivé1 exhorte les occupants des espaces

le long des abords du marché de « prendre toutes les dispositions convenues pour permettre au prestataire de bien exécuter les travaux dans les délais ».

Rappelons que, déjà dans une note datée du 06 juillet 2022, la mairie avait demandé aux exposants des abords du marché de libérer les lieux pour occupations anarchiques et pour des raisons de sécurité routière.

« Pour des raisons de sécurité routière et en vue de préserver les usagers de la route des dangers occasionnés par les occupations anarchiques et abusives de la voie, Les exposants sur les lignes suivantes sont priés de libérer les lieux : 1- Carrefour Oando à Ecole Kouvahey ; 2-carrefour Cap Assiyéyé à la Poste Agoé-Nyivé... » peut-on lire dans la note.

La mairie d'Agoé-Nyivé1 selon nos sources bien informées, avait reçu il y a quelques mois auparavant pour des discussions et études, les locataires dudit marché, et c'est la formule trouvée qui a accouché de l'installation des kiosques. Aujourd'hui la phase d'opérationnalisation vient d'être déclenchée.

Les femmes de ce marché protestent depuis contre un projet de pose de conteneurs initié par la Mairie d'Agoé-Nyivé 1.

« Ce problème existe depuis. La mairie veut tuer notre marché. Elle veut encercler le marché avec des conteneurs servant de boutiques. Alors que c'est un marché déjà clôturé. Nous disons non à ce projet. Si on les laisse faire, le marché ne va plus s'animer. Car les acheteurs viendront se limiter seulement à la devanture et faire leurs achats chez ceux qui vendront dans les conteneurs. Aussi, Agoé Assiyéyé est un marché déjà clôturé, pourquoi imposer une deuxième clôture avec des conteneurs, il fera tellement chaud dans le marché. Nous n'allons pas accepter ce plan de la mairie. C'est ici que nous trouvons à manger. Si on les laisse faire, c'est que nous-même, on se livre à un danger (la mévente et la misère). Si l'idée, c'est de faire libérer la voie publique, alors pourquoi poser des conteneurs sur la même voie ? Nous disons non aux conteneurs devant notre marché », a confié à AfreePress, l'une des manifestantes.

Selon les informations, le projet fait l'objet de discussions entre les femmes dudit marché et l'administration municipale depuis un



certain temps. Sauf que les deux parties ne sont jamais parvenues à un accord.

« Si ce projet était bon, pourquoi, c'est dans la nuit que la mairie va débarquer sur les lieux pour poser ces conteneurs ? C'est dans la nuit de ce jeudi qu'ils ont amené les conteneurs encadrés des soldats. Alertés, nous nous sommes dépêchés urgemment sur les lieux. On a bloqué les lieux. Ce que fait notre mairie n'est pas du tout bon. Nous avons des prêts à payer aux institutions financières, nous traversons également une situation de vie chère. Les moments

sont durs, la mairie doit plutôt nous accompagner et non vouloir seulement gagner de l'argent au dos de nous pauvres revendeuses », a pesté une autre manifestante. Il faut signaler que depuis la soirée du jeudi 11 jusqu'au matin du vendredi 12 août 2022, le marché est quadrillé par des forces de l'ordre et de sécurité déployées sur les lieux pour maîtriser les manifestants. Toutefois, le mouvement d'humeur se poursuit avec des femmes en majorité qui scandent des chants et crient leur ras-le-bol.



**Le Magnan Libéré**  
Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

SOUTIENT LA  
CAMPAGNE DE  
VACCINATION CONTRE  
LE CORONAVIRUS

## PRIORITÉ DE LA FEUILLE DE ROUTE Une nouvelle stratégie pour redynamiser le tourisme au Togo

Afin de s'approprier la « stratégie nationale de redynamisation du tourisme » au Togo, une rencontre a réuni le ministre Dr Kossi Lamadokou, les députés, les préfets, les maires, les représentants d'institutions de la république et des différents ministères, chefs traditionnels, opérateurs du monde touristique public comme privé le jeudi 12 août 2022 à Lomé pour en parler, rapporte « SavoirNews ».



La rencontre à laquelle ont participé des acteurs du monde touristique, a pour but de partager et d'enrichir le contenu du document de stratégie nationale de redynamisation du tourisme réalisé par le Cabinet Tony Blair Institute.

A travers cette nouvelle stratégie « futuriste » de 5 ans alignée sur les priorités de la feuille de route gouvernementale (2020-2025) pour le secteur touristique, le Togo veut faire du tourisme, un secteur bien renforcé et réformé pouvant contribuer à 6,2% au PIB national et pouvant enregistrer près de 500 000 visiteurs par an. En 2019, le secteur contribuait à 4% au PIB.

La stratégie nationale de redynamisation du tourisme table sur trois piliers : le développement du tourisme domestique, de l'écotourisme et du tourisme des affaires.

Pour Eric Kouevi, directeur pays de Tony Blair Institute « La stratégie de redynamisation du tourisme au Togo consiste à avoir deux objectifs : avoir 500.000 touristes à l'horizon 2025 et contribuer à 6,2% du PIB à l'horizon 2025. Le travail qui a été accompli par le ministère du tourisme, c'est d'identifier les éléments qui permettent d'avoir suffisamment de revenus pour permettre d'atteindre ces résultats ».

Il indique par ailleurs que « En termes de stratégies permettant d'y arriver, nous avons mis trois niveaux d'axes : le premier, c'est le développement du tourisme domestique et culturel. Le deuxième niveau, c'est l'écotourisme. Nous avons analysé les 54 pays d'Afrique et ceux qui ont une stratégie de redynamisation du tourisme sont autour de 38 pays et

parmi ces pays, il y a 23 pays qui ont une stratégie d'écotourisme. Le dernier point, c'est le développement du tourisme d'affaires avec comme atout pour le Togo, les différents sièges de banques et institutions sous régionales ».

Il faut relever que le Togo enregistre près de 300.000 touristes par an avec près de 164 sites prioritaires identifiés avant la crise sanitaire. Le secteur, pour être plus productif et compétitif, doit donc disposer d'une réglementation, faire des réformes et aussi disposer d'une main d'œuvre qualifiée. « En un trimestre de travail acharné et minutieux entre TBI et le comité de travail mis en place au ministère chargé du tourisme et les différents ministères en support, en collaboration avec les opérateurs touristiques et personnes ressources, la stratégie de redynamisation du tourisme, objet de notre rencontre, est mise au point pour nous être présentée aujourd'hui, pour être enrichie ensemble en vue d'une optimale appropriation pour une mise en œuvre efficiente et concertée », a déclaré le ministre de la culture et du tourisme Dr Kossi Lamadokou, à l'ouverture des travaux.

« Cette stratégie pose les jalons de la voie que doit prendre la redynamisation du tourisme togolais. Et il revient donc à tous d'apporter sa pierre à la construction des projets devant l'alimenter », a-t-il ajouté.

En 2019, il existait au Togo, quelque 762 établissements d'hébergement, 135 agences de voyages et de tourisme et 125 restaurants pour un total de 1022 structures touristiques dont 11 détenus par l'Etat et 1011 par le secteur privé.

## KPENDJAL: Vers une accalmie de la situation sécuritaire précaire

Une amélioration progressive de la situation sécuritaire. C'est le constat que dresse une frange de la population de Kpendjal. Une situation palpable, depuis les attaques meurtrières du milieu du mois de juillet dernier. On parle des mesures sécuritaires prises par les autorités dans plusieurs localités de la préfecture de Kpendjal pour renforcer la sécurité des populations civiles. La peur s'éloigne et l'espoir renaît dans plusieurs localités.

08 août 2022; Tanloaga, Tchimouri et Mandouri. Après la peur suscitée par les meurtres du 14 au 15 juillet dans plusieurs villages de Kpendjal, la vie renaît. L'espoir qui semblait se perdre est de nouveau dans les cœurs de certains habitants de Kpendjal. Les larmes asséchées laissent désormais places aux sourires. A chaque regard, on se salue ; les suspicions et les craintes d'une foudre terroriste baissent. Les rides des visages des proches des victimes se détendent alors que les enfants peuvent jouer à nouveau au bord des rues de Koundjouaré. Certes certains villages sont vides, mais les populations qui ont élu domicile auprès de leurs proches peuvent espérer.

Un tour dans plusieurs localités nous a permis de faire le constat. À Tanloaga, la vie bat son plein. Dans le lit de la rivière, des femmes font la lessive. À quelques mètres, d'autres font extraction du sable et les mettent en tas. On peut voir un camion benne que des jeunes chargent. Juste après le pont, le marché du village s'anime.



Aujourd'hui, la situation sur le terrain s'est nettement améliorée dans les localités que vivent la grande majorité des populations civiles. Une situation consécutive aux mesures sécuritaires brandies par les autorités.

« Instauration du couvre-feu, création de nouveaux postes militaires, renforcement de la patrouille de jour comme de nuit, sensibilisation des populations à la collaboration avec les forces de défense de sécurité... », sont entre autres les mesures additionnelles prises en vue d'améliorer la situation sécuritaire.

Ces nouvelles dispositions, disent certains témoins, ont permis le retour progressif des populations

qui avaient fui leurs villages suite aux récents événements douloureux. Désormais, mis à part les villages situés sur la frontière que le gouvernement lui-même a décidé de déplacer les populations, la vie a repris son cours normal.

À l'entrée de Tchimouri, des enfants se lavent dans la rivière. Blamonga, la carcasse d'une moto brûlée par les hommes armés lors de leur passage nocturne dans le village il y a un mois est encore visible. Juste à quelques mètres de là, quelques garçons sarclent un champ de maïs.

À Mandouri, le marché plein à craquer s'anime. Les populations affirment se sentir en sécurité. « Il y a beaucoup de militaires ici. De jour comme de nuit, ils sont très nombreux et nous n'avons plus peur. Nous remercions sincèrement les autorités pour toutes les mesures prises » explique Tabidja kombate, mécanicien à Mandouri. Même si l'armée togolaise reste muette, des opérations de nettoyage se mèneraient sur le terrain avec des résultats encourageants. Les appels des autorités au respect du couvre feu, à la vigilance et à la collaboration avec les forces de l'ordre sont abondamment relayés.

Source : Laabali.com

## Mandouri à l'ère des grands travaux

Mandouri, chef lieu de la préfecture de Kpendjal et de la Commune de Kpendjal 1 à une centaine de kilomètres de Dapaong, capitale régionale des Savanes présente un nouveau visage. Des travaux d'infrastructures en cours dans la ville feront d'elle la nouvelle destination dans la région des Savanes

Longtemps appelé «sixième continent» du fait de son accès difficile, la préfecture de Kpendjal, grenier de la région des Savanes, est aujourd'hui totalement désenclavé grâce à deux principales routes bitumées reliant Dapaong à Ponio, frontière Burkina-Faso et Dapaong à Mandouri frontière Bénin.

À Mandouri, l'ouvrage qui fait plus parler de lui est le pont sur la rivière Kpendjal. Le plus long pont du Togo (180m) qui a coûté plus de 17 milliards de FCFA à peine achevé change considérablement le quotidien des populations. «L'ouvrage est d'une importance capitale avec un impact social considérable. Désormais, le temps de liaison de Kpendjal aux autres localités avoisinantes du Bénin et du Burkina Faso notamment est considérablement réduit» explique un habitant.

Mandouri, désormais grand Carrefour Commercial

La position géographique de la ville est un atout majeur pour son développement économique. Si-

tuée aux portes du Burkina Faso et du Bénin, Mandouri pourrait devenir le deuxième carrefour commercial de la région après Cinkassé. Principale ville d'une préfecture de très grande production céréalière et maraîchère, le marché de Mandouri connaît désormais une très grande fréquentation grâce aux nouvelles routes qui desservent la localité. Un fonctionnaire natif de la localité ne cache pas sa joie :

«Après tant de souffrances pour lesquelles Mandouri a été qualifié de sixième continent, le paradis terrestre est en cours de téléchargement. Man city (...pour désigner Mandouri) est une ville aux atouts incommensurables». Avec l'achèvement de la construction des routes, il faut construire un grand marché et d'après les autorités, cela ne saurait tarder.

De l'électricité à plein temps pour booster les activités économiques. La ville de Mandouri est jusqu'à ce jour alimentée par une centrale thermique . La fourniture de l'électricité connaît des interrup-

tions mais une solution durable est en gestation.

En effet, dans le cadre du projet de construction de la ligne 161 KV et postes associés lancé en Mai 2021, une centrale électrique est en construction à l'entrée de la ville afin de connecter Mandouri et Dapaong. C'est un projet de la CEB visant à étendre le réseau électrique dans la région, Les travaux prévus pour durer 20 mois, les ouvrages devraient être livrés en Janvier 2023.

De nouveaux bureaux pour la préfecture

La préfecture de Kpendjal aura de nouveaux bureaux dans six mois. Ce projet initialement prévu pour démarrer en 2019 a connu quelques perturbations mais cette année, un nouvel appel d'offre a été lancé et c'est l'entreprise CETA qui a gagné le marché. L'ouvrage en cours de réalisation est à 49% d'exécution selon Monsieur Awizoba du Cabinet Expertise d'Ingénierie et Contrôle que nous avons rencontré sur le site. Le joyau en réalisation est composé de plusieurs bureaux, d'une salle d'archives, d'une salle de réunion et d'un État civil.

Laabali.com

**Grand Tour de Lomé**

**LE RALLYE TOURISTIQUE**  
JEU 18 AOÛT  
Logo: Rallye Touristique

**PERFORMANCE TOUR DE LOMÉ**  
DIM 21 AOÛT 2022  
Logo: PT

**GARDEN PARTY**  
SAM 20 AOÛT 2022  
Logo: LOMÉ

**DRÔTES DE PARTICIPATION 25 000 fr CFA**

**DRÔTES DE PARTICIPATION 25 000 fr CFA**

**DRÔTES DE PARTICIPATION 25 000 fr CFA**

**BILLET D'ACCÈS + DEJEUNER 20 000 fr CFA**

**TARIF VISITEUR 5 000 fr CFA**

**ASSURANCES VIE**  
EN PARTNERIAVE

**OTA**

**BD**

**ASIRY**  
The Best African Beer

**NSIA**  
ASSURANCES

**HOTEL ZERBER**  
HOTEL & RESTAURANT

**INFOLINE ET RÉSERVATION : +228 90 04 01 51 / 22 23 45 73**

**FB** **IG** **TT**